

DECLARATION LIMINAIRE DE LA DELEGATION CGT AU CDAS DU 26 JUIN 2014

Lors de cette réunion du CDAS, il sera question du bilan de l'action sociale 2013 dans le département 35.

La délégation CGT du CDAS tient à faire un rapprochement entre ce bilan et les difficultés rencontrées par les agents dans l'exercice de leurs missions.

La situation de l'emploi dans les services et postes se dégrade de plus en plus. De trop nombreux postes vacants ne sont toujours pas comblés.

Le schéma triennal d'adaptation des structures et du réseau de la DGFIP pour la période 2016-2019, encore caché aux agents, annonce sa déstructuration totale et des suppressions massives d'emplois.

Ce schéma concerne la DGFIP mais il en est de même pour les Douanes, INSEE.

De plus, les agents ont l'impression que leur travail est déconsidéré par les directions qui ne sont intéressées que par des préoccupations purement comptables.

Et pourtant, un agent reconnu va bien et travaille mieux

Les collègues ne sont pas non plus épargnés par la conjoncture actuelle et rencontrent les mêmes difficultés dans leur vie personnelle que les autres citoyens : baisse du pouvoir d'achat, problèmes financiers

Les Directions sont responsables de la santé au travail de leurs agents.

Réduire les effectifs des délégations de services sociaux ne fait que renforcer ce sentiment de manque de considération pour les agents.

L'action sociale, ne doit pas être impactée par des contraintes budgétaires, elle a un rôle majeur à jouer dans l'accompagnement et le soutien de ses agents (actifs et retraités) qui subissent le contre coup des politiques d'austérité.

Nous renouvelons ici notre exigence du remplacement des personnels manquants au sein de notre délégation d'action sociale.

Nous constatons également que le budget du BIL n'augmente pas d'une année sur l'autre contrairement au coût de la vie.

La représentation CGT